



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 30 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1970

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
208

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

N. Δ. 683. Περί κυρώσεως του πρωτοκόλλου της νέας παρατάσεως της Διεθνούς Συμφωνίας του 'Ελαιολάδου. 1

N. Δ. 685. Περί κυρώσεως της από 5 'Ιουνίου 1970 Συμβάσεως μεταξύ της 'Ελληνικής Κυβερνήσεως και της Διεθνούς 'Εταιρείας των Κλιμαμαξών και του Τουρισμού. 2

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

608. Περί λογοδοσίας Σωματείων, 'Ιδρυμάτων, 'Επιτροπών κλπ. τυγχουσών άδειας έράνων, λαχειοφόρου ή φιλικής άρωπικής αγοράς. 3

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

Περί έγκρίσεως παρατάσεως της προθεσμίας έναρξεως λειτουργίας του υπό της 'Εμπορικής Τραπέζης της 'Ελλάδος ίδρυθησμένου 'Υποκαταστήματος έν Μυκόνω. .. 4

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 683

Περί κυρώσεως του πρωτοκόλλου της νέας παρατάσεως της Διεθνούς Συμφωνίας του 'Ελαιολάδου.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει του 'Ημετέρου 'Υπουργικού Συμβουλίου, άπεψάσισμεν και διατάσσομεν :

"Άρθρον 1.

Κυροῦται και έχει ισχόν νόμου τὸ ἐν Γενεύῃ συναφθέν τὴν 7ην Μαρτίου 1969, πρωτόκολλον, «περὶ παρατάσεως τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ 'Ελαιολάδου τοῦ ἔτους 1963», ὑπογραφέν ὑπὸ τῆς 'Ελλάδος ἐν Μαδρίτῃ τὴν 24ην 'Ιουνίου 1969 καὶ οὕτως τὸ κείμενον ἔπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ 'Ελληνικῇ μεταφράσει.

"Άρθρον 2.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς 'Ελλάδος κατὰ τὴν, διὰ τοῦ ὧς ἄνω κυρουμένου πρωτοκόλλου, παράτασιν τῆς Διεθνούς Συμφωνίας τοῦ 'Ελαιολάδου τοῦ 1963, ἀναγράφεται εἰς τὸν Προϋπολογισμόν ἐξόδων τοῦ

'Υπουργείου Γεωργίας, ἡ ἀναγκαία πίστωσης ὑπὸ ἴδιον Κωδικὸν ἀριθμόν.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 21 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΪΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΔΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΗΤ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΠΑΥΛ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθῆναις τῇ 23 Σεπτεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

PROTOCOLE PORTANT NOUVELLE
RECONDUCTION DE L'ACCORD INTERNATIONAL
SUR L'HUILE D'OLIVE, 1963

Les Gouvernements signataires du présent Protocole, considerant que l'Accord international sur l'huile d'olive, 1963, reconduit par un Protocole adopté à Genève le 30 mars 1967 (ces deux instruments étant ci-après dénommés «l' Accord») doit expirer en principe le 30 septembre 1969, considerant qu'il est désirable de maintenir les dispositions de l'Accord en vigueur après cette date, sont convenus de ce qui suit :

Article 1.

1. L'Accord continuera à produire ses effets entre les parties au présent Protocole jusqu'au 31 décembre 1973, sous réserve des dispositions des articles 2 et 3 du présent Protocole.

2. Tout Gouvernement qui n'a pas été partie à l' Accord mais qui devient partie au présent Protocole

sera considéré comme partie à l'Accord. Toute mention dans le présent Protocole du mot «Gouvernement» est réputée valoir aussi pour la Communauté économique européenne (ci-après dénommée «la Communauté»).

3. Pour les parties au présent protocole, l'Accord et le présent protocole sont lus et interprétés comme constituant un seul instrument et seront considérés comme l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 dûment reconduit.

Article 2.

Les amendements ci-après sont apportés à l'accord :

CHAPITRE PREMIER — OBJECTIFS GENERAUX

Insérer un nouveau paragraphe 3 comme suit :

«3. De s'efforce d'obtenir un équilibre entre la production et la consommation».

Remplacer les numéros des paragraphes 3 et 4 par les numéros 4 et 5.

CHAPITRE III. — DEFINITIONS

Article 3.

Supprimer le paragraphe 3 et le remplacer par le texte suivant :

«3. Par «campagne oléicole» on entend la période allant du 1er novembre de chaque année au 31 octobre de l'année suivante».

CHAPITRE VI. — PROPAGANDE MONDIALE EN FAVEUR DE LA CONSOMMATION D'HUILE D'OLIVE PROGRAMMES DE PROPAGANDE

Article 13.

Supprimer l'alinéa i) du paragraphe 3 et le remplacer par ce qui suit :

«i) Importance de la consommation en vue du maintien et, si possible, du développement des débouchés actuellement existants».

Article 16.

Paragraphe 1 : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par «année civile».

supprimer la phrase «que cette augmentation soit acceptée par tous les pays participants principalement producteurs», et la remplacer par : «d'une part, qu'aucun pays ne puisse voir augmenter sa contribution sans son propre consentement et, d'autre part, étant entendu que toute modification des coefficients prévus à l'Annexe B du présent Accord exige la décision unanime prévue au paragraphe 2 du présent article».

Paragraphe 5 : supprimer tout le paragraphe et le remplacer par le suivant :

«Les contributions au Fonds de propagande sont exigibles au début de chaque année civile».

Paragraphe 6. : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par «année civile».

CHAPITRE X. — DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 33.

Paragraphe 1. : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par les mots suivants : «année civile».

Paragraphe 2 : supprimer les mots «la première campagne oléicole», «session d'octobre», «la campagne oléicole correspondante» et «ladite campagne» et les remplacer respectivement par les mots suivants :

«la première année civile», «session d'automne», «d'année civile suivante» et «ladite année civile».

Paragraphe 3 : i) supprimer les mots «jusqu'à la fin de la campagne oléicole en cours» à la fin de la première phrase.

ii) supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par les mots «année civile».

Paragraphe 4 : supprimer les mots «campagne oléicole» et les remplacer par les mots «année civile».

Paragraphe 5 : supprimer le membre de phrase suivant : «dors de la session du Conseil qui suit la fin de la campagne oléicole» et le remplacer par le suivant «dors de la première session du Conseil qui suit la fin de l'année civile...».

Paragraphe 6 : supprimer les mots : «session d'avril» et «campagne oléicole» et les remplacer respectivement par les mots suivants : «session de printemps» et «année civile».

CHAPITRE XIV. — DUREE, AMENDEMENT, SUSPENSION, RETRAIT, EXPIRATION, RENOUVELLEMENT

Article 39.

Paragraphe 1 : après les mots «ne ratifie pas ou n'accepte pas» dans la première phrase, ajouter les mots : «ou n'approuve pas».

Article 3.

Le premier budget administratif voté par le Conseil en application des dispositions du présent Protocole portera, par dérogation aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 33 de l'Accord, sur un exercice expirant le 31 décembre de l'année suivante.

Article 4.

1. Le Gouvernement de tout Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou de ses institutions spécialisées peut, sous réserve des dispositions des articles 5, 6 et 7, devenir partie au présent Protocole conformément à sa procédure constitutionnelle :

a) en le signant; ou

b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve d'une ratification, d'une acceptation ou d'une approbation, ou

c) en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque Gouvernement signataire déclarera si, conformément à sa procédure constitutionnelle, sa signature doit être ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Article 5.

Le présent Protocole sera ouvert à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, Gouvernement dépositaire de l'Accord, du 1er mai au 30 juin 1969, à la signature de tout gouvernement qui, à cette dernière date, est partie à l'Accord.

Article 6.

1. Lorsque la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, les instruments correspondants doivent être déposés, au plus tard le 30 septembre 1969, auprès du Gouvernement dépositaire.

2. Tout Gouvernement signataire n'ayant pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole au 30 septembre 1969 peut obtenir du Conseil une prolongation de délai aux fins du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ce délai ne devra pas dépasser le 30 septembre 1970, à moins qu'en vertu des dispositions de l'article 8 du présent Pro-

tocele, celui-ci ne soit déjà entré en vigueur provisoirement ou définitivement.

Article 7.

1. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement non signataire d'un Etat membre de l'Organisation des Nations Unies ou des ses institutions spécialisées.

2. L'adhésion au présent Protocole sera considérée comme une adhésion à l'Accord.

3. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire et prendra effet à compter de la date de dépôt de cet instrument ou de la date de l'entrée en vigueur du présent Protocole, si la seconde date est postérieure à la première. En ce qui concerne «la Communauté», l'instrument d'adhésion est constitué par celui requis selon sa procédure institutionnelle pour la conclusion d'un accord international.

Article 8.

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er octobre 1969 entre les Gouvernements qui l'auront signé et, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, l'auront ratifié, accepté ou approuvé, si figurent parmi eux les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs. A défaut, le présent Protocole entrera en vigueur à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront remplies, sans que cette date puisse être postérieure au 30 septembre 1970.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à l'égard de tout Gouvernement signataire qui effectuera le dépôt de cet instrument postérieurement à la date d'entrée en vigueur du Protocole aux termes du paragraphe 1 du présent article.

3. Le présent Protocole pourra entrer en vigueur provisoirement. A cet effet, tout Gouvernement signataire pourra déposer auprès du Gouvernement dépositaire, au plus tard le 30 septembre 1969, une notification par laquelle il s'engagera à chercher à obtenir, dans les plus brefs délais, la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole, conformément à sa procédure constitutionnelle. Cette notification sera considérée, aux seules fins de l'entrée en vigueur provisoire, comme produisant le même effet que le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Tout Gouvernement signataire qui, à la date de 1er octobre 1969, n'aura pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole, mais qui aura effectué la notification prévue au paragraphe 3 du présent article, pourra, s'il le désire, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

5. Tout Gouvernement signataire qui aura déposé la notification prévue au paragraphe 3 du présent article pourra également informer le Gouvernement dépositaire qu'il s'engage à appliquer provisoirement le présent Protocole. Tout gouvernement qui aura pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme partie au présent Protocole avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à la date où il déposera son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou, à défaut, jusqu'au 31 décembre 1970.

6. Si au 31 décembre 1970 un Gouvernement signataire n'a pas encore déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, il cessera, à compter du 1er janvier 1971, d'être considéré provisoirement comme partie au présent Protocole, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Cependant, ce Gouvernement aura le droit de prendre part aux tra-

voux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

7. Si au 30 juin 1969 le présent Protocole n'a pas reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, mais si les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs ont signé et si, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige ils ont ratifié, accepté ou approuvé ledit Protocole au 30 septembre 1969, lesdits Gouvernements pourront décider d'un commun accord que le présent Protocole entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

8. Si à la date du 1er octobre 1969 le présent Protocole n'est pas entré en vigueur, soit provisoirement soit définitivement, dans les conditions visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, mais s'il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur, après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le présent Protocole, l'Accord sera reconduit jusqu'à la date d'entrée en vigueur provisoire ou définitive, du présent Protocole, sans que la durée de cette reconduction puisse dépasser douze mois.

Article 9.

Si au 31 décembre 1973 un nouvel accord destiné à reconduire ou à renouveler l'Accord a été négocié et a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet par l'Accord, mais si ce nouvel accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, le présent Protocole sera reconduit au-delà du 31 décembre 1973, jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvel accord, sans que la durée de cette reconduction puisse dépasser douze mois.

Article 10.

Le Gouvernement dépositaire informera sans tarder chaque Gouvernement qui est partie à l'Accord de toute signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion audit Protocole, de toute notification déposée conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'article 8 du présent Protocole, ainsi que de la date d'entrée en vigueur du présent Protocole.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langue anglaise, espagnol, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en communiquera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements qui auront signé le présent Protocole ou y auront adhéré.

Fait à Genève, le 7 mars 1969.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΝΕΑΣ ΠΑΡΑΤΑΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ ΤΟΥ ΕΛΛΗΝΟΛΑΔΟΥ
ΤΟΥ 1963

Αί υπογράψασαι τὸ παρὸν πρωτόκολλον Κυβερνήσεις ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἑλληνολάδου 1963, παραταθεῖσα ὑπὸ τοῦ ἐγκριθέντος ἐν Γενεύῃ τὴν 30 Μαρτίου 1967 πρωτοκόλλου (τὰ δύο ὄργανα κατωτέρω ὀνομαζόμενα Συμφωνία) θὰ ἐκπνεύσῃ κατ' ἀρχὴν τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1969. Ἐκτιμῶσαι ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν νὰ διατηρηθῶσιν ἐν ἰσχύϊ αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας μετὰ τὴν προθεσμίαν ταύτην. Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι :

"Άρθρον 1.

1. Ἡ Συμφωνία θὰ συνεχίσῃ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της μεταξύ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον μέχρι τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1973, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 2 καὶ 3 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου.

2. Πᾶσα Κυβέρνησις ἣτις δὲν ἔχει καταστῇ συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν, ἀλλὰ καθίσταται συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ θεωρηθῇ ὡς συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν. Πᾶσα μνεία ἐν τῷ παρόντι πρωτοκόλλῳ τῆς λέξεως «Κυβέρνησις» θεωρεῖται ὅτι ἰσχύει ἐπίσης διὰ τὴν Εὐρωπαϊκὴν Οἰκονομικὴν Κοινότητα (κατωτέρω ὀνομαζομένην Κοινότητα).

3. Διὰ τὰ συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἡ Συμφωνία κατὰ τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ ἐκληφθῶσι καὶ θὰ ἐρμηνευθῶσιν ὅτι ἀποτελοῦν ἓν μόνον ὄργανον καὶ θὰ θεωρηθῶσιν ὡς Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιοῦ τοῦ 1963 δέοντως παραταθείσα.

"Άρθρον 2.

Αἱ κάτωθι τροποποιήσεις ἐπιφέρονται εἰς τὴν Συμφωνίαν :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΠΡΩΤΟΝ - ΓΕΝΙΚΟΙ ΣΚΟΠΟΙ

Εἰσάγεται νέα παράγραφος 3 ὡς κάτωθι :

3. «Νὰ καταβληθῇ προσπάθεια ἵνα ἐπιτευχθῇ ἰσορροπία μεταξύ παραγωγῆς καὶ καταναλώσεως».

Ἀντικαθίστανται οἱ ἀριθμοὶ τῶν παραγράφων 3 καὶ 4 ὑπὸ τῶν ἀριθμῶν 4 καὶ 5.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ. — ΟΡΙΣΜΟΙ

"Άρθρον 3. Διαγράφεται ἡ παράγραφος 3 καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ κάτωθι κειμένου :

«3. Ὡς «ἐλαιοκομικὴ περίοδος», νοεῖται ἡ περίοδος ἀπὸ 1ης Νοεμβρίου ἐκάστου ἔτους ἕως 31 Ὀκτωβρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI. — ΠΑΓΚΟΣΜΙΟΣ ΔΙΑΦΗΜΙΣΙΣ ὙΠΕΡ ΤΗΣ ΚΑΤΑΝΑΛΩΣΕΩΣ ΤΟΥ ΕΛΑΙΟΛΑΔΟΥ - ΠΡΟΓΡΑΜΜΑΤΑ ΔΙΑΦΗΜΙΣΕΩΣ.

"Άρθρον 13.

Διαγράφεται ἡ ὑποπαράγραφος 1) τῆς παραγράφου 3 καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«1) Σημασία τῆς καταναλώσεως μὲ σκοπὸν τὴν διατήρησιν καί, εἰ δυνατόν, τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἤδη ὑπαρχουσῶν δυνατοτήτων διαθέσεως τοῦ προϊόντος».

"Άρθρον 16.

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται διὰ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Διαγράφεται ἡ φράσις «ἡ αὐξήσις αὕτη δέον νὰ γίνῃ ἀποδεκτὴ ὑφ' ὅλων τῶν συμμετεχουσῶν κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ, « ἂν, ἐνός, ὅτι οὐδεμία χώρα θὰ δύναται νὰ ἰδῇ αὐξανόμενην τὴν εἰσφορὴν της ἀνευ τῆς ἰδίας αὐτῆς συγκαταθέσεως καί, ἂν, ἑτέρου, νοουμένου ὅτι πᾶσα τροποποίησις τῶν προβλεπομένων συντελεστῶν ἐν τῷ Β Παραρτήματι τῆς Συμφωνίας, ἀπαιτεῖ τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 2 τοῦ παρόντος ἀρθροῦ ἐμόρφωσιν ἀπόφασιν».

Παράγραφος 5 : Διαγράφεται ὁλόκληρος ἡ παράγραφος καὶ ἀντικαθίσταται ὡς κάτωθι :

«Αἱ εἰσφορὰ εἰς τὸ Ταμεῖον Διαφημίσεως εἶναι ἀπαιτηται εἰς τὴν ἀρχὴν ἐκάστου ἡμερολογιακοῦ ἔτους».

Παράγραφος 6 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ X. — ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΑΙ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

"Άρθρον 33.

Παράγραφος 1 : Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 2. Διαγράφονται αἱ λέξεις «ἡ πρώτη ἐλαιοκομικὴ περίοδος», «ἡ σύνοδος τοῦ Ὀκτωβρίου», «ἡ ἀντιστοιχὸς ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ «ἡ εἰρημένη περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν κάτωθι λέξεων : «τὸ πρῶτον ἡμερολογιακὸν ἔτος» «σύνοδος τοῦ Φθινοπώρου», «ἀκόλουθον ἡμερολογιακὸν ἔτος» καὶ «τὸ εἰρημένον ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 3. I) : διαγράφονται αἱ λέξεις «μέχρι τέλους τῆς τρεχούσης ἐλαιοκομικῆς περιόδου» εἰς τὸ τέλος τῆς πρώτης φράσεως.

II) : διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 4 : διαγράφονται αἱ λέξεις «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ὑπὸ τῶν λέξεων «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

Παράγραφος 5 : διαγράφεται τὸ τμήμα τῆς κάτωθι φράσεως «κατὰ τὴν σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ἣτις ἔπεται τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοκομικῆς περιόδου» καὶ ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ κάτωθι : «Κατὰ τὴν πρώτην σύνοδον τοῦ Συμβουλίου ἣτις ἔπεται τοῦ τέλους τοῦ ἡμερολογιακοῦ ἔτους».

Παράγραφος 6 : διαγράφονται αἱ λέξεις : «σύνοδος τοῦ Ἀπριλίου» καὶ «ἐλαιοκομικὴ περίοδος» καὶ ἀντικαθίστανται ἀντιστοίχως ὑπὸ τῶν κάτωθι λέξεων : «σύνοδος τῆς ἀνοίξεως» καὶ «ἡμερολογιακὸν ἔτος».

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XIV. — ΔΙΑΡΚΕΙΑ, ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΙΣ, ΑΝΑΣΤΟΛΗ, ΑΠΟΧΩΡΗΣΙΣ, ΕΚΠΝΟΗ, ΑΝΑΝΕΩΣΙΣ

"Άρθρον 39.

Παράγραφος I : Κατόπιν τῶν λέξεων «δὲν ἐπικυρώνει ἡ δὲν ἀποδέχεται» ἐν τῇ πρώτῃ φράσει, προστίθενται αἱ λέξεις «ἡ δὲν ἐγκρίνει».

"Άρθρον 3.

Ὁ πρῶτος προϋπολογισμὸς Διοικήσεως ψηφισθεὶς ὑπὸ τοῦ Συμβουλίου, κατ' ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου θὰ ἔχῃ, κατὰ παράβασιν τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἀρθροῦ 33 τῆς Συμφωνίας, χρῆσιν ἐκπνεύσαν τὴν 31ην Δεκεμβρίου τοῦ ἐπομένου ἔτους.

"Άρθρον 4.

1. Ἡ Κυβέρνησις παντὸς Κράτους μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικευμένων Ὀργανισμῶν αὐτῆς δύναται, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῶν ἀρθρῶν 5, 6 καὶ 7 νὰ καταστῇ συμβαλλόμενον μέρος, εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν της διαδικασίαν :

α) διὰ τῆς ὑπογραφῆς ἢ

β) διὰ τῆς ἐπικυρώσεώς του, διὰ τῆς ἀποδοχῆς του, ἢ τῆς ἐγκρίσεώς του μετὰ τὴν ὑπογραφήν του ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, ἢ

γ) τῆς προσχωρήσεως.

2. Ὑπογράφουσα τὸ παρὸν πρωτόκολλον ἐκάστη Κυβέρνησις θὰ δηλώσῃ ἐάν, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν της διαδικασίαν, ἡ ὑπογραφή της ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν.

"Άρθρον 5.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοιχτὸν ἐν Μαδρίτῃ παρὰ τῇ Ἰσπανικῇ Κυβερνήσει, Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, ἀπὸ τῆς 1ης Μαΐου μέχρι 30 Ἰουνίου 1969, πρὸς ὑπογραφήν ὑφ' ὅλων τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες μέχρι τῆς τελευταίας χρονολογίας ταύτης, εἶναι συμβαλλόμενα μέρη τῆς Συμφωνίας,

"Άρθρον 6.

1. Ὅταν ἡ ἐπικύρωσις, ἡ ἀποδοχὴ ἢ ἐγκρίσις ἐπιτευχθῇ τὰ ἀντίστοιχα ὅργανα δέον νὰ κατατεθῶσι, τὸ βραδύτερον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1969, παρὰ τῇ Κυβερνήσει καταθέσεως τῆς Συμφωνίας.

2. Πάσα υπογράψασα Κυβέρνησις μὴ ἔχουσα ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ παρὸν πρωτόκολλον τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1969 δύναται νὰ ἐπιτύχῃ διὰ τοῦ Συμβουλίου παράτασιν τῆς προθεσμίας πρὸς κατάθεσιν τοῦ ὄργανου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως. Ἡ προθεσμία αὕτη δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὴν 30 Σεπτεμβρίου 1970, ἐκτὸς ἐάν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, τοῦτο δὲν θὰ ἔχῃ ἤδη τεθῇ ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς.

Ἄρθρον 7.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν πάσης Κυβερνήσεως μὴ υπογραψάσης, Κράτους μέλους τῆς Ὁργανώσεως τῶν Ἠνωμένων Ἐθνῶν ἢ τῶν εἰδικευμένων Ὁργανισμῶν αὐτῆς.

2. Ἡ προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ θεωρηθῇ ὡς προσχώρησις εἰς τὴν Συμφωνίαν.

3. Ἡ προσχώρησις θὰ γίνῃ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει παρ' ἣ εἶναι κατατεθειμένη ἡ Συμφωνία καὶ θὰ ἔχῃ ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου τούτου ἢ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἐάν ἡ δευτέρα χρονολογία εἴναι μεταγενεστέρα τῆς πρώτης. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν Κοινότητα τὸ Ὁργανον τῆς προσχωρήσεως συνίσταται εἰς τὸ ἀπαιτούμενον διὰ τὴν σύναψιν Διεθνούς Συμφωνίας συμφώνως πρὸς τὴν ἰδρυτικὴν διαδικασίαν αὐτῆς.

Ἄρθρον 8.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1969 μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ ἔχωσιν υπογράψῃ τοῦτο καί, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία τῶν τῶν ἀπαιτεῖ, θὰ τὸ ἔχωσιν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ, ἐάν μεταξὺ τούτων εἴναι αἱ Κυβερνήσεις πέντε κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν, καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν. Ἐλλείπει τούτου τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς πᾶσαν μεταγενεστέραν ἡμερομηνίαν καθ' ἣν οἱ ὅροι οὗτοι θὰ πληρωθῶσι, χωρὶς ἡ χρονολογία αὕτη νὰ δύναται νὰ εἴναι μεταγενεστέρα τῆς 30 Σεπτεμβρίου 1970.

2. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὄργανου τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ὑπὸ πάσης υπογραψάσης Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὄργανου τούτου μεταγενεστέρως τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ πρωτοκόλλου κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παραγράφου 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

3. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ δύναται νὰ τεθῇ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ. Ἐπὶ τούτῳ, πᾶσα υπογράψασα Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταθέσῃ παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, τὸ βραδύτερον τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1969 ἀνακοίνωσιν δι' ἣς θὰ ἀναλαμβάνῃ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιδιώξῃ, ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικὴν διαδικασίαν αὐτῆς. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θὰ θεωρηθῇ, διὰ μόνον τὸν σκοπὸν τῆς προσωρινῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, ὡς παράγουσα τὸ αὐτὸ ἀποτέλεσμα ὅπου καὶ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

4. Πάσα υπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις, κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1969, δὲν θὰ ἔχῃ ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀλλὰ θὰ ἔχῃ πραγματοποιήσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, θὰ δύναται ἐν ἐπιθυμῇ, τοῦτο, νὰ συμμετέχῃ, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, εἰς τὰς ἐργασίας τοῦ Συμβουλίου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

5. Πᾶσα υπογράφουσα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ καταθέσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παραγρ. 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν, θὰ δύναται ἐπίσης νὰ πληροφορῇ τὴν Κυβέρνησιν καταθέσεως τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμόξῃ προσωρινῶς τὸ παρὸν πρωτόκολλον. Πᾶσα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ ἀναλάβῃ τοιαύτην ὑποχρέωσιν θὰ θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ

παρόντος πρωτοκόλλου, μεθ' ὧν τῶν ἀπορρυσωσῶν δικαιωμάτων καὶ ὑποχρεώσεων, μέχρι τῆς χρονολογίας, καθ' ἣν θὰ καταθέσῃ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ, ἐν ἐλλείψει, μέχρι τῆς 31 Δεκεμβρίου 1970.

6. Ἐάν τὴν 31 Δεκεμβρίου 1970 υπογράψασα Κυβέρνησις δὲν ἔχῃ εἰσέτι καταθέσει τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, θὰ παύσῃ ἀπὸ τῆς 1ης Ἰανουαρίου 1971, νὰ θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἐκτὸς ἐάν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίσῃ διαφορετικῶς. Ἐν τούτοις ἡ Κυβέρνησις αὕτη θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ συμμετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

7. Ἐάν τὴν 30 Ἰουνίου 1969 τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν θὰ ἔχῃ συγκεντρώσει ἐπαρκῇ ἀριθμὸν υπογραφῶν, ἵνα δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἐγκρίσιν, ἀλλὰ ἐάν αἱ Κυβερνήσεις τεσσάρων κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν ἔχωσιν υπογράψῃ καὶ ἐάν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ αὐτῶν διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχωσιν ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνῃ τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον τὴν 30ην Σεπτεμβρίου 1969, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θὰ δύναται νὰ ἀποφασίσουν κοινῇ συναινέσει ὅτι τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ὡς πρὸς αὐτάς ἢ θὰ δύναται νὰ λαμβάνουν πᾶν ἕτερον μέτρον τὸ ὅποιον θὰ κρίνουν ὅτι ἀπαιτεῖ ἡ κατάστασις.

8. Ἐάν κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1969 τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν θὰ ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὀριστικῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ἀνωτέρω παραγραφῶν 1 καὶ 3, ἀλλὰ ἐάν θὰ ἔχῃ συγκεντρώσει ἐπαρκῇ ἀριθμὸν υπογραφῶν διὰ νὰ δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν διατάξεις τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Συμφωνία θὰ παραταθῇ μέχρι τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, προσωρινῆς ἢ ὀριστικῆς, τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

Ἄρθρον 9.

Ἐάν κατὰ τὴν 31ην Δεκεμβρίου 1973, ἔχῃ διαπραγματευθῇ νέα συμφωνία προσωρινῆς διὰ τὴν παράτασιν ἢ ἀνανέωσιν τῆς Συμφωνίας καὶ ἔχῃ συγκεντρώσει ἐπαρκῇ ἀριθμὸν υπογραφῶν ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τοῦτο διατάξεις ὑπὸ τῆς Συμφωνίας, ἀλλὰ ἐάν ἡ νέα αὕτη συμφωνία δὲν ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, προσωρινῶς ἢ ὀριστικῶς, τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραταθῇ αὐτοδικαίως πέραν τῆς 31ης Δεκεμβρίου 1973, μέχρι τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας, χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς δώδεκα μῆνας.

Ἄρθρον 10.

Ἡ Κυβέρνησις Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας θὰ πληροφορηθῇ ἄνευ καθυστέρησεως ἐκάστην Κυβέρνησιν ἥτις εἶναι συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας, πᾶσαν υπογραφήν, ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν, ἐγκρίσιν ἢ προσχώρησιν εἰς τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον, πᾶσαν κατατεθεῖσαν ἀνακοίνωσιν, συμφώνως πρὸς τὰς παραγράφους 3 καὶ 5 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, καθὼς ἐπίσης καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Εἰς περίπτωσιν τούτων, οἱ κάτωθι υπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ, ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων των, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλον κατὰ τὰς ἐναντι τῶν υπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου εἰς τὴν Ἀγγλικήν, Ἰσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν γλῶσσαν, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Ἰσπανικῇ Κυβερνήσει, ἥτις θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβῆ κεκυρωμένα ἀντίγραφα, εἰς ἐκάστην τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ ἔχωσιν υπογράψῃ ἢ προσχωρήσῃ εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 7 Μαρτίου 1969

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 685

(2)

Περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1970 Συμβάσεως μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς Διεθνούς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

*Ἀρθρον 1.

1. Κυροῦται καὶ κτᾶται ἰσχὺν Νόμου ἡ ἀπὸ 5 Ἰουνίου 1970 Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Ἑλληνικοῦ Δημοσίου καὶ τῆς Διεθνούς Ἑταιρείας Κλιναμαξῶν καὶ Τουρισμοῦ, δι' ἧς παρατείνεται ἡ ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 Σύμβασις μεταξὺ τῶν αὐτῶν συμβαλλομένων, ἀφορῶσα εἰς τὴν κυκλοφορίαν τῶν ἀμαξῶν τῆς προεξηγμένης Ἑταιρείας ἐπὶ τοῦ δικτύου τῶν Σιδηροδρόμων τοῦ Ἑλληνικοῦ Κράτους κυρωθεῖσα διὰ τοῦ Ν. 2133/1952 ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 τοιαύτης, κυρωθείσης διὰ τοῦ Α.Ν. 226/1967 «περὶ κυρώσεως τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 Συμβάσεως μεταξὺ Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ Διεθνούς Ἑταιρείας Κλιναμαξῶν (Δ.Ε.Κ.), περὶ ἀπαλλαγῆς τῆς Ἑταιρείας ἀπὸ τῶν Ὑπηρεσιῶν ἐστιάσεως καὶ παραιτήσεως αὐτῆς ἀπὸ τῆς ἀποκλειστικότητος εἰς ὑπηρεσίας κατακλίσεως Ἐξωτερικοῦ».

2. Τὸ κείμενον τῆς, κατὰ τὰ ἀνωτέρω, κυρουμένης Συμβάσεως ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Ἑλληνικὴν καὶ εἰς τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν.

*Ἀρθρον 2.

Ἡ ἰσχὺς τῆς κυρουμένης Συμβάσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς λήξεως τῆς ἀπὸ 30-11-1950 τοιαύτης, ἥτοι ἀπὸ τῆς 1-7-1970.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὄνόματι τοῦ Βασιλέως

**Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤ' ἸΤΑΚΗΣ**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ

Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΑΓΓΕΛ. ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΝΙΚ. ΕΦΕΣΙΟΣ, ΝΙΚΗΤ. ΣΙΩΡΗΣ, ΓΕΩΡΓ. ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΣΠΤΡ. ΖΑΠΠΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΠΑΤΑ. ΜΑΝΩΛΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 23 Σεπτεμβρίου 1970

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΑΓΓΕΛΟΣ ΤΣΟΥΚΑΛΑΣ

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως καὶ τῆς ἐδρευούσης ἐν Βρυξέλλαις Διεθνούς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ.

Συμπληρωματικὴ

τῆς ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 Συμβάσεως μεταξὺ τῶν αὐτῶν συμβαλλομένων, ὡς ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 τοιαύτης.

Μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐκπροσωπούμενης παρὰ τοῦ Ὑπουργοῦ Συγκοινωνιῶν Γεωργίου ΒΑΛΛΗ

ἀφ' ἑνὸς καὶ τῆς ἐδρευούσης ἐν Βρυξέλλαις Διεθνούς Ἑταιρείας τῶν Κλιναμαξῶν καὶ τοῦ Τουρισμοῦ (Δ.Ε.Κ.) ἐκπροσωπούμενης παρὰ τοῦ ἐν Ἑλλάδι ἀντιπροσώπου αὐτῆς κ. Ἰωάννου ΑΡΑΚΑ ἐξουσιοδοτημένου διὰ τοῦ προσγενημένου τῇ παρούσῃ ἀπὸ 20 Μαρτίου 1970 πληρεξουσίου τοῦ Διοικητοῦ-Γενικοῦ Διευθυντοῦ τῆς ἐν λόγῳ Ἑταιρείας Ζάκ-Μπερνάρ ΝΤΥΠΟΝ, ἐνεργούντος δυνάμει ἀποφάσεως τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τῆς Ἑταιρείας ταύτης, ληφθείσης κατὰ τὴν συνεδρίαν αὐτοῦ τῆς 20ῆς Φεβρουαρίου 1970, ὡς τὸ προσηρτημένον τῇ παρούσῃ ἀπόσπασμα τῶν πρακτικῶν τῆς συνεδριάσεως ταύτης, ἀφ' ἑτέρου, συμφωνοῦνται τ' ἀκόλουθα :

*Ἀρθρον 1.

1. Ἡ διάρκεια τῆς ἀπὸ 30 Νοεμβρίου 1950 ἀρχικῆς Συμβάσεως μεταξὺ τῶν ἄνω συμβαλλομένων, τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Νόμου 2133 τῆς 24-5-1952 καὶ ληγούσης τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1970, ὡς αὕτη ἐτροποποιήθη διὰ τῆς ἀπὸ 13 Μαΐου 1963 συμβάσεως τῆς κυρωθείσης διὰ τοῦ Ἀν. Νόμου 226/1967, παρατείνεται μέχρι καὶ τῆς 31ῆς Δεκεμβρίου 1971.

2. Ἐκότερον τῶν συμβαλλομένων μερῶν δικαιούται ἐν τούτοις ἐν ἡ περιπτώσει ἥθελε κρίνει ὅτι ἡ παρούσα σύμβασις χρήζει ἀναμορφώσεως ἐν ὅψει νέων διεθνῶν συνθηκῶν, νὰ καταγγεῖλῃ ταύτην ἀνευ οἰασθῆποτε ἀποζημιώσεως, πρὸ τῆς λήξεως τοῦ ἐν τῇ προηγουμένῃ παραγράφῳ συμφωνημένου χρόνου, διὰ δηλώσεως ἐπιδιδομένης πρὸς τὸ ἕτερον μέρος πρὸ δύο τοῦλάχιστον πλήρων μηνῶν.

*Ἀρθρον 2.

1. Ἡ παρούσα σύμβασις κατηρτίσθη εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα συντεταγμένα εἰς τε τὴν Ἑλληνικὴν καὶ τὴν Γαλλικὴν γλῶσσαν, ἐξ ὧν τὸ ἐν κρατεῖ ἡ Ἑλληνικὴ Κυβέρνησις τὸ δ' ἕτερον ἐπιδίδεται εἰς τὴν Δ.Ε.Κ.

2. Ἐν περιπτώσει ἀμφισβήτησεως μεταξὺ τῶν δύο κειμένων, θὰ λαμβάνηται ὅπ' ὅψιν τὸ Ἑλληνικὸν κείμενον.

3. Τὰ δικαιώματα χαρτοσήμου, ὡς καὶ ἕτερα τοιαῦτα σχετικὰ μὲ τὴν παρούσαν σύμβασιν βαρύνουσι τὴν Δ.Ε.Κ.

4. Διὰ τῆς παρούσης συμβάσεως, ἥτις κυρωθήσεται νομοθετικῶς, διευκρινίζεται, ὅτι δὲν θίγονται ἄλλαι, πλὴν τῶν ρητῶς ὀριζομένων ἐν αὐτῇ διατάξεων τῆς ἀρχικῆς συμβάσεως, ταύτης ὡς ἐτροποποιήθη κατὰ τὰ ἄνω, παραμεινόνσης κατὰ τὰ λοιπὰ ἐν ἰσχύϊ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 5 Ἰουνίου 1970

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Κυβέρνησιν

Ὁ ἐπὶ τῶν Συγκοινωνιῶν Ὑπουργὸς
Pour le Gouvernement Hellénique

Le Ministre des Communications
ὕπ. Γ. ΒΑΛΛΗΣ

CONVENTION

entre le Gouvernement Hellénique et la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme, siégeant à Bruxelles.

Complétant

celle du 30 Novembre 1950 entre les mêmes contractants, telle qu'elle a été modifiée par celle du 13 Mai 1963.

Entre le Gouvernement Hellénique, représenté par le Ministre des Communications, Mr. Georges VALLIS d'une part et, d'autre part, la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme (C.I.W.L.T.) siégeant à Bruxelles et représentée par son Représentant en Grèce Mr. Jean ARACAS, mandaté par procuration, annexée à la présente, du Directeur Général de la dite Compagnie, Mr. Jacques-Bernard DUPONT, agissant conformément à la décision du Conseil d'Administration de la Compagnie, prise lors de sa réunion du 20 Février 1970 suivant l'extrait du Pro-

cès-Verbal de cette réunion annexé à la présente, il est conclu ce qui suit :

Article 1.

1. La durée de la Convention primitive du 30 Novembre 1950 entre les contractants ci-dessus énoncés, qui a été ratifiée par la loi 2133 du 24-5-1952 qui prend fin le 30 Juin 1970, telle qu'elle a été modifiée par la Convention du 13 Mai 1963, ratifiée par la loi de nécessité 226/1967, est prolongée jusqu'au 31 Décembre 1971.

2. Chacune des deux parties contractantes a, cependant, le droit de dénoncer la présente Convention avant l'expiration de la période de temps convenue et indiquée au paragraphe précédent, sans aucune indemnité quelconque, par préavis à signifier à l'autre partie, au moins deux mois entiers à l'avance, dans le cas où elle jugerait que celle-ci doit être réformée du fait de nouvelles conditions internationales.

Article 2.

1. La présente Convention est établie en deux exemplaires originaux rédigés en langues Grecques et Française, dont l'un est conservé par le Gouvernement Hellenique et l'autre remis à la Cie Internationale des Wagons-Lits (C.I.W.L.T.).

2. En cas de contestations entre les deux textes, c'est le texte grec qui fera foi.

3. Les frais de timbres et autres résultant de la présente Convention sont à la charge de la C.I.W.L.T.

4. Il est précisé que par la présente Convention, qui sera ratifiée légalement, il n'est touché, autres que celles nettement indiquées, aucune disposition de la Convention primitive.

Athènes, le 5 Juin 1970

Διά την Διεθνή Έταιρείαν των Κλιναμαζών και του Τουρισμού Α.Ε.

Ο εν Ελλάδι Αντιπρόσωπος της Έταιρείας :

Pour la Compagnie Internationale des Wagons-Lits et du Tourisme S.A.

Le Representant de la Cie en Grèce :

ύπ. Ι. ΑΡΑΚΑΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(3)

Περί λογοδοσίας Σωματείων, Ίδρυμάτων, Επιτροπών κλπ. τυχουσών άδειας έράνων, λαχειοφόρου ή φιλανθρωπικής αγοράς.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

"Εχοντας ύπ' όψιν :

1. Τάς διατάξεις του άρθρου 3 του Ν. 5101/1931, «περί ένεργείας έράνων και λαχειοφόρων ή φιλανθρωπικών αγορών».

2. Τάς διατάξεις του Ν.Δ. 1/1968, «περί Υπουργικού Συμβουλίου και Υπουργείων».

3. Την ύπ' αριθ. 572/1970 γνωμοδότησιν του Συμβουλίου της Επικρατείας, προτάσει του Ημετέρου επί των Κοινωνικών Υπηρεσιών Υπουργού, άπεφασίσσμεν και διατάττομεν :

"Άρθρον 1.

Υποβλητέα δικαιολογητικά :

1. Σωματεία, Ίδρύματα ή Επιτροπαί, τυχούσαι άδειας δι- ενεργείας έράνων ή λαχειοφόρου φιλανθρωπικής αγοράς υπο- χρεούνται έντός της τασσαμένης έν αύτή προθεσμίας όπως υποβάλλουν, εις τό Υπουργείον Κοινωνικών Υπηρεσιών τά εξής δικαιολογητικά :

Α) Έπί Πανελληνίων ή Τοπικών Έράνων.

α. Διά διπλοτύπων άποδείξεων ή κουπονίων :

α) Πρωτόκολλον σφραγίσεως των διπλοτύπων άποδείξεων ή ήριθμημένων κουπονίων παρά της οικείας Αστυνομικής Αρχής.

β) Τά στελέχη των μη χρησιμοποιηθεισών διπλοτύπων άπο- δείξεων ή κουπονίων ή επί μεγάλου αριθμού, πρωτόκολλον καταμετρήσεως και καταστροφής τούτων διά των οικείων Κέντρων Κοινωνικής Πολιτικής.

γ) Τά διπλότυπα στελέχη των μη χρησιμοποιηθεισών άπο- δείξεων και κουπονίων.

δ) Γραμμάτιον του οικείου Δημοσίου Ταμείου περί κατα- θέσεως του κατά νόμον ποσού επί του καθαρού προϊόντος του έράνου.

ε) Τάς άποδείξεις των τυχόν γενομένων νομίμων εξόδων.

στ) Απόδειξιν του οικείου Υποκαταστήματος της Εθνι- κής Τραπέζης της Ελλάδος, περί καταθέσεως του έναπο- μείναντος ύπολοίπου του καθαρού προϊόντος του έράνου.

δ. Διά κιδωτιδίων :

α) Πρωτόκολλον σφραγίσεως των κιδωτιδίων του έράνου, παρά της οικείας Αστυνομικής Αρχής.

β) Πρωτόκολλον άποσφραγίσεως των κιδωτιδίων του έρά- νου, διενεργουμένης παρουσία των μελών του Διοικητικού Συμ- βουλίου του Σωματείου, Ίδρύματος, επιτροπής κλπ. και Αντι- προσώπου της οικείας Αστυνομικής Αρχής ή του οικείου Κέντρου Κοινωνικής Πολιτικής.

γ) Πρωτόκολλον καταμετρήσεως του προϊόντος του έρά- νου.

δ) Άπαντα τά υπό στοιχεία (δ), (ε), (στ) της προηγου- μένης περιπτώσεως, δικαιολογητικά.

Β) Έπί λαχειοφόρων αγορών, έν γένει :

α. Πρωτόκολλον σφραγίσεως των λαχνών υπό της οικείας Αστυνομικής Αρχής.

β. Τούς μη διατεθέντας λαχνούς ή επί μεγάλου αριθμού άδιαθέτων λαχνών, πρωτόκολλον καταμετρήσεως και κατα- στροφής τούτων υπό των οικείων Κέντρων Κοινωνικής Πο- λιτικής.

γ. Τάς άποδείξεις των γενομένων νομίμων εξόδων (τιμο- λόγια αγοράς κληρωθέντων αντικειμένων κλπ.).

δ. Γραμμάτιον του οικείου Δημοσίου Ταμείου, περί καταθέ- σεως του κατά νόμον ποσού εκ του καθαρού προϊόντος της λαχειοφόρου αγοράς.

ε. Πρακτικόν κληρώσεως των αντικειμένων της λαχειο- φόρου αγοράς.

στ. Κατάστασιν εμφανίουσιν τά όνοματεπώνυμα και τάς διευθύνσεις των τυχηρών.

ζ. Γραμμάτια Δημοσίων Ταμείων, περί καταθέσεως του κατά νόμον ποσού επί της αξίας των άνω των 3.000 δραχμών αντικειμένων της λαχειοφόρου αγοράς.

η. Απόδειξιν του οικείου Υποκαταστήματος της Εθνι- κής Τραπέζης της Ελλάδος, περί καταθέσεως του έναπο- μείναντος ύπολοίπου του καθαρού προϊόντος της λαχειο- φόρου αγοράς.

θ. Πρακτικόν του Διοικητικού Συμβουλίου του Σωματείου, του Ίδρύματος κλπ., περί των οικονομικών αποτελεσμάτων της λαχειοφόρου αγοράς.

ι. Κατάλογον των κληρωθέντων και μη κληρωθέντων αντικειμένων υπό των τυχηρών.

Γ) Έπί λαχειοφόρου αγοράς κατά την διάρκειαν χορεοσπε- ρίδος :

"Άπαντα τά έν τη προηγουμένη περιπτώσει δικαιολογητι- κά, πλην των υπό στοιχεία (ε) και (στ) τοιούτων.

Δ) Έπί φιλανθρωπικών αγορών :

"Άπαντα τά έν τη περιπτώσει Β' άναφερόμενα δικαιολογη- τικά, πλην των υπό στοιχεία (ε), (στ) και (ι) τοιαύτα.

2. Τό Υπουργείον Κοινωνικών Υπηρεσιών, μετά προηγού- μενων έλεγχων των έν παρ. 1 του παρόντος άρθρου υποβλη- θέντων δικαιολογητικών, εκδίδει, έφ' όσον ταύτα είναι πλη- ρη, απόφασιν δι' ής εγκρίνεται ή λογοδοσία του Σωματείου, της επιτροπής κλπ.

3. Έν περιπτώσει μη υποβολής, εντός της νομίμου προθεσμίας των εν παρ. 1 του παρόντος δικαιολογητικών ή άρμοδια ύπηρεσία προβαίνει εις τας ένδεικνυόμενας ενεργείας, διά την έπιβολήν των νομίμων κυρώσεων κατὰ των ύπευθύνων καταλογίζουσα συγχρόνως, επί λαχειοφόρων ή φιλανθρωπικών άγορών, τὸ κατὰ νόμον ποσὸν ἐπὶ της αξίας των εκδοθέντων λαχνῶν, εις έάρος αὐτῶν.

Ἄρθρον 2.

Ἀναγνωριζόμενα έξοδα:

1. Ὡς νόμιμα έξοδα διενεργείας έράνων, λαχειοφόρων ή φιλανθρωπικών άγορών, θεωροῦνται:

α. Αἱ πάσης φύσεως δαπάναι, αναγκαίαι διὰ τήν έπιτυχίαν αὐτῶν.

β. Ἡ αξία των άγορασθέντων άντικειμένων διὰ τήν λαχειοφόρον ή φιλανθρωπικήν άγοράν.

2. Αἱ πάσης φύσεως δαπάναι, ἐπὶ λαχειοφόρων ή φιλανθρωπικών άγορών, μετὰ τήν άφαίρεσιν της αξίας των κληρωθέντων ή χορηγηθέντων άντικειμένων, δέν δύναται νά ύπερέξινουν τὸ 1)5 τοῦ ύπολοίπου εκ τοῦ είσπραχθέντος ποσού.

3. Δέν αναγνωρίζονται ὡς νόμιμα έξοδα, αἱ δαπάναι:

α) Πωλήσεως λαχνῶν ή είσιτηρίων ὑπὸ τρίτων (ποσοστά κλπ.).

β. Κινήσεως δι' ιδιωτικῶν συγκοινωνιακῶν μέσων.

γ. Ἑνοικιάσεως αἰθούσης διεξαγωγής χοροεσπερίδος.

δ. Ἀμοιβής καλλιτεχνῶν ή διαφόρων ψυχχαγωγικῶν μέσων.

ε. Φαγητῶν καὶ ειδῶν κυλικείου.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ των Κοινωνικῶν Ὑπηρεσιῶν Ὑπουργόν, άντιτίθεμεν τήν δημοσίευσιν καὶ εκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 9 Σεπτεμβρίου 1970

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΓΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΩΝ ΚΟΙΝΩΝ. ΥΠΗΡΕΣΙΩΝ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΔΟΥΒΑΛΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟΦΑΣΕΙΣ

(4)

Περὶ έγκρίσεως παρατάσεως της προθεσμίας ενάρξεως λειτουργίας τοῦ ὑπὸ της Ἑμπορικῆς Τραπεζῆς της Ἑλλάδος ίδρυησόμενου Ὑποκαταστήματος ἐν Μύκονῳ.

(Ἀπόσπασμα Πρακτικῶν της ὑπ' ἀριθ. 1798)13.7.70 συνεδριάσεως της Ὑποεπιτροπῆς Πιστώσεων).

Ἑγγραφον της άνωτέρω Τραπεζῆς, ὑπ' ἀριθ. 508)38)7.7.70, (Ν.Ε. 3411).

ΝΟΜΙΣΜΑΤΙΚΗ ΕΠΙΤΡΟΠΗ

Ἡ Ὑποεπιτροπή Πιστώσεων, λαβοῦσα ὑπ' ὄψιν:

α) Τήν ὑπ' ἀριθ. 1721)11)8.9.69 απόφασιν αὐτῆς δι' ἧς ένεκρίθη ή ὑπὸ της Ἑμπορικῆς Τραπεζῆς της Ἑλλάδος ίδρυσις Ὑποκαταστήματος εις Μύκονον, ή προθεσμία ενάρξεως λειτουργίας τοῦ ὁποίου καθωρίσθη μέχρι της 31.3.70.

β) Τὸ περιεχόμενον τοῦ ἐν έπικεφαλίδι έγγράφου της άνωτέρω Τραπεζῆς, δι' οὐ αίτεῖται τήν μέχρι της 15.7.70, παράτασιν της προθεσμίας ενάρξεως λειτουργίας τοῦ Ὑποκαταστήματος τούτου, απέφασιν:

Ὅπως έγκρίνη τήν μέχρι της 15 Ἰουλίου 1970 παράτασιν της προθεσμίας ενάρξεως λειτουργίας τοῦ ὑπὸ της Ἑμπορικῆς Τραπεζῆς της Ἑλλάδος ίδρυησόμενου ὡς άνω Ὑποκαταστήματος της εις Μύκονον.

Ἡ παρέλευσις ἀπράκτου της τασσάμενης ὡς άνω προθεσμίας συνεπάγεται αὐτοδικαίως τήν άκύρωσιν της παρασχεθείσης άδείας ίδρύσεως καὶ λειτουργίας τοῦ άνωτέρω Ὑποκαταστήματος.

Ἡ παρούσα απόφασις δημοσιευθήσεται εις τήν Ἐφημερίδα της Κυβερνήσεως, συμφώνως τῷ άρθρῳ 12 τοῦ Α.Ν. 1665) 1951 «περὶ λειτουργίας καὶ έλέγχου Τραπεζῶν».

Ἐν Ἀθήναις τῇ 15 Σεπτεμβρίου 1970

Ὁ Προϊστάμενος της Γραμματείας της Ν.Ε.
ΜΙΧ. Ν. ΚΥΡΙΑΛΟΠΟΥΛΟΣ